



HAL
open science

Entre capitalisme, identités urbaines et mondialisation, l'impossible sauvegarde du patrimoine urbain et architectural à Beyrouth.

Michael F. Davie

► **To cite this version:**

Michael F. Davie. Entre capitalisme, identités urbaines et mondialisation, l'impossible sauvegarde du patrimoine urbain et architectural à Beyrouth.. 2014. hal-01382535

HAL Id: hal-01382535

<https://hal.science/hal-01382535>

Preprint submitted on 17 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Saint-Esprit de Kaslik
Faculté des Beaux-Arts et des Arts appliqués
Département d'architecture

Colloque
**Politique de sauvegarde du patrimoine urbain
et architectural de Beyrouth**

3 Mars 2014

**Entre capitalisme, identités urbaines et mondialisation, l'impossible
sauvegarde du patrimoine urbain et architectural à Beyrouth.**

Michael F. DAVIE¹

Mon intervention portera sur les raisons qui font que le patrimoine urbain et architectural à Beyrouth ne peut être sauvegardé. En quelque sorte, l'intervention va à contre-courant des autres papiers, qui sont bien plus optimistes. La ligne directrice de ma pensée est que les différents stades que le capitalisme a traversés depuis le milieu du XIXe siècle ont généré des formes architecturales et urbaines différents à Beyrouth ; celles-ci sont simplement l'expression matérielle des enjeux des acteurs sociaux du capitalisme libanais, régional ou mondial. Il s'en suit que le débat sur le patrimoine est celui de la relation entre l'espace et sa valeur marchande ou symbolique déterminée par des acteurs de l'économie à des moments historiques précis. Comprendre l'échec des politiques de sauvegarde du patrimoine à Beyrouth (ou au Liban) renvoie donc à saisir les logiques de production de l'espace urbain selon les intérêts de groupes au pouvoir au cœur du dispositif du capitalisme et de ses relais.

*
* *

J'identifie quatre périodes historiques qui ont à la fois façonné le paysage urbain de Beyrouth, la mise en place des institutions politiques qui ont déterminé le sens et la valeur patrimoniale des objets et cadres ainsi produits.

A) La période entre les années 1870 et la première Guerre mondiale

La première période, celle du milieu du XIXe siècle aux années 1920, est caractérisée par l'annexion de Beyrouth au monde du capitalisme occidental. Cette ville fut choisie parmi toutes celles qui s'égrènent depuis Gaza à Alexandrette, comme celle qui offrait le plus d'avantages en matière de réduction de temps entre l'Europe et les marchés de

¹ Professeur, Université François-Rabelais de Tours (France), et chercheur à l'UMR CNRS 8185-Paris IV Sorbonne, « Espaces, Nature et Culture ». E-mail : michael.davie@univ-tours.fr

l'intérieur du Proche-Orient. Réduire le temps signifie augmenter la vitesse de rotation des capitaux investis, et donc créer des profits. Les relais locaux de cette quête de plus-values ont rapidement constitué un groupe social à part, la bourgeoisie beyrouthine. Son espace de travail était bien entendu le quartier du Port, puis, les parties de la vieille ville progressivement modernisée. Rappelons que des quartiers entiers de la ville traditionnelle ont été rasés dès les années 1880 pour être remplacés par des bâtiments plus en phase avec les besoins du commerce international, de la banque ou des communications.

Les espaces de résidence de cette bourgeoisie étaient les quartiers précédemment ruraux, maintenant situés en périphérie du centre-ville des affaires. Là, une nouvelle forme architecturale s'est développée, au point d'être emblématique de la ville : la « maison aux trois arcs ».

Quels sens ces nouvelles habitations projettent-ils ? D'une part, que la classe qui y réside est en rupture avec l'ancien ordre économique. Vivre dans une maison aux formes standardisées, construite grâce à des matériaux, des produits ou des machines issus de la Révolution industrielle (la boiserie, la plomberie, les peintures, les techniques de découpe du marbre, la ferronnerie, les tuiles, la charpente, le verre, etc.), et aux espaces intérieurs domestiques organisés à l'euro-péenne (le sec et le mouillé, le propre et le sale) signifie que le *dâr* à l'ancienne n'était plus adapté à un nouveau mode de vie. D'autre part, la bourgeoisie avait adopté le modèle culturel occidental par le biais des écoles étrangères. Par ailleurs, cette bourgeoisie était à la fois à la tête de chaque *Millat*, et présente dans les conseils municipaux et wilayale. Grâce à cette position, la bourgeoisie façonnait la ville pour garantir la fluidité de la circulation des capitaux et des biens, tout en jouant le rôle de philanthropes et d'édiles pour sa population. Sa vision et lecture du monde, leur *Weltanschauung*, son mode de consommation, son positionnement politique et sa lecture optimiste du positivisme, l'a tout naturellement mené à voir dans leur habitation « aux trois arcs » un objet ancré pour longtemps dans l'espace beyrouthin, un objet qui constituerait le patrimoine transmis de père en fils. Par le biais de l'économie « tranquille », elle accumulait sa fortune, la réinvestissait dans le foncier et dans des bâtisses de qualité conçues pour durer. Le capital social et culturel lui permettait d'envisager le futur avec sérénité et de s'assurer son identité urbaine, et cela sur un temps long. « Être Beyrouthin », être de Beyrouth, prenait un sens d'ancrage, de pérennité, de légitimité face aux nouveaux arrivants venus du Mont-Liban ou des campagnes.

On peut avancer, donc, que cette classe sociale considérait tout naturellement la « maison aux trois arcs » comme un objet qui allait rester dans le giron de la famille, transmis par héritage aux fils qui allaient perpétuer l'ordre économique et politique de la ville. Par essence, donc, la « maison aux trois arcs » était un objet patrimonial.

B) La période du Mandat et des années de l'Indépendance

La fin de la première Guerre mondiale constitue le véritable départ du XXe siècle par l'ampleur des bouleversements politiques qui l'ont accompagnée. Pour le Proche-Orient, cela s'est traduit par la fin de l'Empire ottoman mais surtout par l'invention, par les puissances européennes, de nouveaux pays aux régimes politiques importés :

républiques ou royaumes remplaçant l'Empire. Le découpage de l'espace du Proche-Orient en entités hermétiques aux frontières balisées, la désignation autoritaire de nouvelles capitales, l'invention de nouveaux nationalismes par le biais d'histoires et de mythes réinterprétés, ont remis en question les identités de la ville.

Sans doute le moment le plus important pour Beyrouth fut la déclaration en 1920 de la formation du Grand Liban. Cette nouvelle entité fut constituée par l'annexion des provinces et villes à la périphérie du Mont Liban administratif, tels la Békaa et les districts du Jabal el-Cheikh. L'ancienne wilaya de Beyrouth, qui s'étendait de Jaffa à Lattaquié fut morcelée et répartie entre la nouvelle Palestine, Syrie et Liban, et Beyrouth elle-même réduite à être la capitale de ce petit pays. Les réseaux économiques, sociaux, familiaux et politiques de l'avant-guerre furent défaits, permettant à de nouveaux acteurs de se positionner.

Il s'agit surtout des notabilités rurales et des professionnels (avocats, marchands) du Mont-Liban et de sa périphérie qui accèdent aux leviers de pouvoir de la République grâce, en partie, à l'appui de la France mandataire. D'une part, les anciennes familles bourgeoises de Beyrouth n'ont pas eu de légitimité particulière dans la nouvelle République ; par leur nombre, les nouveaux acteurs politiques ont minoré l'efficacité de la bourgeoisie beyrouthine au plan national. D'autre part, et c'est sans doute le point le plus important, la nouvelle République institutionnalise la répartition confessionnelle du pouvoir. Les élus accèdent au pouvoir selon des quotas censés garantir l'équilibre entre les droits des communautés. Cependant, issus pour la plupart des périphéries rurales, leur allégeance première, leur assise de légitimité, reste le village ou la sous-région d'origine. À la différence du système de la *Millat*, les élus ne sont ni des édiles, ni des relais efficaces dans la hiérarchie du pouvoir national.

Ce remplacement d'élites politiques par d'autres s'est accompagné par l'arrivée, en ville, de populations issues de l'exode rural, ou en transit vers l'émigration, sinon des réfugiés d'autres pays du Proche-Orient. Par un jeu de clientélisme, les élus favorisent l'entrée de leurs obligés dans le système du fonctionariat, tout en façonnant lentement la République pour ses intérêts propres. De ce jeu, l'ancienne bourgeoisie est effectivement exclue.

Dans l'espace beyrouthin, une nouvelle forme d'habitation prend le relais de la « maison aux trois arcs » : c'est la « maison ocre ». Retenons quelques faits importants : elle est construite en hauteur afin de rentabiliser la valeur de la parcelle ; les étages sont loués ; le jardin privatif disparaît ; des boutiques apparaissent au niveau de la rue. Pour les propriétaires, cette maison signifie qu'habiter en ville ne renvoie à aucune attache particulière avec l'espace ; il n'y a aucun lien nécessaire entre l'économie portuaire et la richesse, ni la reconnaissance symbolique d'être Beyrouthin. La « maison ocre » signale que pour ses habitants, la résidence principale reste celle du village d'origine, et celle de la ville, louée, n'est que provisoire. Pour le propriétaire, c'est un simple objet à valeur marchande, ne faisant pas nécessairement partie du patrimoine de la famille. Le lieu de référence étant le village, une partie de la famille étendue y réside en permanence ; on y célèbre les grands moments et on y est enterré. Beyrouth reste un espace nécessaire à l'enrichissement (tout comme l'émigration), mais elle n'est pas centrale à l'identité.

De ce fait, la question du patrimoine architectural ne peut être défendue par cette catégorie de nouveaux-venus en ville. La richesse étant basée très souvent par leur position dans des réseaux de clientélisme, sinon en profitant d'une position de rente situationnelle, l'espace, le foncier, devient un simple objet marchand. Pour eux, maintenant majoritaires, l'espace urbain ne peut acquérir une valeur d'ancrage identitaire, la base du concept de patrimoine urbain voire national.

Avec l'Indépendance, la République libanaise, en confirmant le contrôle de son territoire par les intérêts du capitalisme libéral à travers une démocratie tronquée, rend possible une nouvelle morphologie urbaine exprimée par l'architecture moderne et l'étalement urbain sans ordre. Le « laisser-faire, laisser-aller » devient la *doxa* des institutions, et la fierté de citoyens. L'intérêt de Beyrouth et du Liban, par les élus, mais également par les grands investisseurs, se mesure alors uniquement en fonction de la valeur marchande de certains de leurs espaces. Les espaces péricentraux perdent leurs fonctions et leur morphologie urbaine d'origine, remplacées par des constructions conçues exclusivement pour leur rentabilité.

Les années 1950-1970 sont celles de la prospérité pour cette classe de nouveaux bourgeois issus de l'exploitation de la position stratégique de Beyrouth au Proche-Orient. L'afflux de capitaux et de réfugiés palestiniens permet de confirmer le monopole des quartiers centraux de Beyrouth en matière d'échange financier avec les pays émergents de la Péninsule arabique et du Golfe ; la fermeture du canal de Suez, en 1956 et en 1967, rend incontournable la ville et ses intermédiaires pour le mouvement de biens marchands et de capitaux ; l'aéroport est une étape technique nécessaire sur le long parcours vers l'Asie. Enfin, le Liban est solidement amarré aux intérêts des États-Unis dans la région, qui interviennent directement, militairement, politiquement, idéologiquement et économiquement.

Dans cette ambiance de prospérité factice, car non partagée, ni exploitée pour construire une nation de citoyens, la question du patrimoine est ignorée. Beyrouth est un simple lieu propice à la création de richesses pour la catégorie qui est aux commandes de tous les leviers du pays. Le patrimoine, outil signifiant du nationalisme, peut être ignoré, même si de timides efforts sont faits pour préserver le « caractère », nostalgique, de certains quartiers. Le patrimoine architectural ou urbain n'est ni utile à la construction nationale, ni rentable pour le secteur privé. La question « Que signifie être Libanais ? » n'étant pas posé par l'État ou par le secteur privé, le patrimoine n'est alors pas convié à la recherche de la réponse.

C) La période de l'après-guerre

Les années de violence puis l'après-guerre ont été l'occasion pour des acteurs privés tant libanais qu'étrangers de reconfigurer la place de l'agglomération beyrouthine dans un capitalisme financier aux centralités mondiales recomposées. En effet, la fermeture du port, de l'aéroport, des routes internationales, puis la quasi-destruction du centre-ville et la redistribution de ses fonctions dans les périphéries urbaines, ont modifié en profondeur le rôle de la bourgeoisie de rente des années précédentes. Un nouveau centre-ville devait faire table rase des morphologies anciennes pour proposer un nouvel espace en phase avec la mondialisation, ou, *a minima*, avec un Proche-Orient recomposé.

Sans doute le fait le plus saillant fut la rupture radicale opérée avec le passé à la sortie de la guerre. Dans la recherche de la maximalisation des profits, l'espace central de la ville est privatisé. La situation de rente, qui, auparavant, profitait à une multitude d'acteurs petits et grands, se trouve accaparée par un petit groupe. À la fois présent dans le monde politique local, appuyé par des puissances étrangères régionales, très impliqué dans les réseaux du capitalisme financier et d'investissement, le nouveau groupe impose sa lecture du monde à la ville. Manipulant à la fois les institutions de l'État et de la municipalité, il se taille un espace à la mesure de ses ambitions ; ce faisant, il exclut les autres catégories à la fois des processus décisionnels sur la ville que de pans entiers des espaces centraux.

Pour ce groupe, toute identité nationale est secondaire, car il est issu de parcours très diversifiés et de circuits migratoires dans un monde globalisé de l'économie néolibérale. Pour lui, la richesse passe par une modernité sans contraintes, où seule l'efficacité et la rentabilité des espaces priment. Le passé, s'il n'est pas immédiatement rentable aux échelles régionale ou globale, est sans intérêt. C'est un simple espace fantasmé pour les besoins des fonctions de grandeur, de croissance économique et d'unité nationale, une apologie, une mise en scène du néolibéralisme dans un monde globalisé. Ce projet constitue une lecture particulière de la réalité, et en retour, crée cette réalité ; il interdit de ce fait toute autre lecture ou rêve. Il en découle que la ville et son passé sont péremptoirement réduits à une simple valeur marchande et ne peuvent nullement être constitutifs d'autres valeurs, symbolique, identitaire ou psychologique si nécessaires à l'homme ordinaire. La société civile ne peut alors rendre audible le débat sur le patrimoine, ni la reconstruction tenir compte de cette valeur, car le système politique lui est inaccessible. Quand de rares portions de la ville sont préservées au nom d'une définition limitée et politiquement correcte du patrimoine, les objets sont réduits à des vitrines du néolibéralisme, des lieux de mise en scène de cette nouvelle élite mondialisée, et cela avec la complicité de professionnels — les architectes et les urbanistes — participant à la reproduction du système. La gentrification des quartiers péri-centraux de Beyrouth en est un exemple.

Cette mise à l'écart du patrimoine va à contre-courant de la réflexion opérée ailleurs, en particulier en Europe, autour de référents postmodernes ; en adoptant une lecture étroite du modèle dubaïen du capitalisme contemporain, les acteurs de la reconstruction de Beyrouth ont ordonné l'éradication des témoins et de la culture du passé. L'axiome anachronique que l'espace n'a de valeur que marchande, la *doxa* des architectes, économistes et urbanistes de la péninsule arabique et du Golfe, induit paradoxalement la perte de son attractivité et de sa plus-value.

Quant aux autres catégories sociales, la crise économique locale, régionale et internationale rend la question du patrimoine tout-à-fait secondaire. Simple valeur marchande, l'habitat ou le foncier sont des garanties de survie, un capital qui permet le redéploiement ou une émigrations réussies, choix que l'on ne peut reprocher.

L'abandon du projet patrimonial est alors sur une lancée sans véritables freins. Aujourd'hui, tout le Liban est un simple objet à valeur marchande. Des pans entiers de la montagne, du littoral, de quartiers de villes sont vendus à des spéculateurs, souvent étrangers, qui n'ont aucune sensibilité pour leur valeur patrimoniale, ni même pour le

concept même de patrimoine. Telle Dubaï, ou Abou-Dhabi, Doha ou Riyadh, l'espace sert de support au spectacle, à la mise en scène des profits issus d'un capitalisme sans frontières, sans garde-fous, sans éthique, sans aucune empathie ni sensibilité envers la justice sociale et spatiale. Et surtout sans démocratie. Ailleurs, le patrimoine ne produit aucun consensus autour de sa préservation.

Conclusion

Ainsi, les acteurs de chaque période historique ont produit des formes architecturales et urbaines répondant aux exigences des différentes phases du capitalisme agissant au Liban. Durant chacune d'elles, le patrimoine n'a jamais fait partie du calcul de la rentabilité des espaces urbains, si ce n'est dans la phase première, celle du XIXe siècle. Il s'en suit qu'à Beyrouth, et plus largement au Liban, maintenant tous deux réduits à l'état de simples marchandises, le débat sur le patrimoine ne peut avoir prise face au message d'une l'hypermodernité mal comprise. Dans cette ville éclatée, sans identité, économiquement peu performante et marginalisée au plan géopolitique, le patrimoine architectural et urbain, quand il existe à toute petite échelle, est réduit à sa composante folklorique ou nostalgique. L'amnésie sociale aidant, couplée à l'absence d'une démocratie participative dans un système politique bloqué et d'une crise économique qui a laminé les classes moyennes, la prise en compte du passé dans la construction du futur devient impossible.

Vous comprenez alors les raisons de mon pessimisme.

Kaslik, le 3 mars 2014